

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative – Porte J  
34, avenue du Maréchal Maunoury – BP 60723  
41007 BLOIS Cedex

Blois, le 15 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BSCR**

La Saule  
41330 Averdon

Références : 2023-1311\_RAPVI BSCR  
Code AIOT : 0010010150

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement BSCR implanté La Saule 41330 Averdon. L'inspection a été annoncée le 30/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BSCR
- La Saule 41330 Averdon
- Code AIOT : 0010010150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaires, située au lieu-dit "La Saule" sur la commune d'Averdon, est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2012 205 0011 du 23 juillet 2012. La durée d'autorisation est de 30 ans, soit une échéance fixée à 2042. L'exploitant actuel de la carrière est la société BSCR. La production annuelle autorisée est de 200 000 tonnes de matériaux extraits maximum.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la visite d'inspection précédente (21 janvier 2021) ;
- Conduite de l'exploitation : plan, bornage, extraction, remblayage ...

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Porter à connaissance - Suite constat visite 2021	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.7.1	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Protection des ouvrages piézométriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 4.1.5.2 et 4.1.5.3	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
6	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.6.2	Lettre de suite préfectorale	60 jours
10	État des stocks de produits - Registre de sortie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.6	Lettre de suite préfectorale	60 jours
11	Remblayage partiel	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.5.3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Haies - Suite constats VI 2021	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.1.7	Sans objet
2	Plan d'exploitation - Suite constat VI 2021	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 9.4.1	Sans objet
4	Identification des piézomètres - Suite constat visite 2021	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 4.1.5.3	Sans objet
8	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.4	Sans objet
9	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.2	Sans objet
12	Bornage	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.2.2	Sans objet
13	Accès à l'établissement et aux zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 7.3.1	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Haies - Suite constats VI 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.1.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Conformément aux éléments de l'étude paysagère du dossier, une végétalisation soignée sera mise en place aux abords de la RD 924, permettant ainsi de limiter les vues du site depuis la RD924 et les hameaux situés à l'est et au Nord-Est (Mézières et Champouteau) :</p> <p>[...];</p> <p>- Côté Nord-Est sur 300m et Sud-Est sur 150m, sont plantées une haie pluristratifiée haute sur flanc à l'extérieur du merlon périphérique, complétée par une ligne arbustive sur son sommet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats de la visite précédente sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La haie pluristratifiée de 150 mètres de long prévue au Sud-Est n'a pas été plantée ;</li> <li>- La haie au Nord-Est ne respecte pas la conception décrite dans l'étude d'impact.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'absence de la haie pluristratifiée au Sud-Est et la non-conformité par rapport à l'étude d'impact de la haie au Nord-Est ont été constatés initialement, respectivement, lors de la visite d'inspection du 10 décembre 2013 et celle du 30 mai 2016. Ces constats ont été réitérés lors des visites du 27 juillet 2019 et du 21 janvier 2021.</p> <p>Ces constats devaient faire l'objet d'un porter à connaissance (cf. constat n°3 " Porter à connaissance - Suite constat visite 2021").</p> <p>Au jour de la visite, le porter à connaissance n'est pas réalisé (cf. constat n°3 " Porter à connaissance - Suite constat visite 2021").</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 2 : Plan d'exploitation - Suite constat VI 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi, interprétation et diffusion des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50</li> </ul>

mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;

- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;

la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des Installations Classées.

Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

#### **Constats :**

Le plan d'exploitation du 28 novembre 2022 ne comporte pas l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé. Aucun exemplaire de ce plan n'est conservé sur la carrière.

L'annexe au plan d'exploitation, où doivent être consignées les surfaces S1, S2 et S3 n'est pas réalisée (l'absence de cette annexe a déjà été mise en avant lors de la visite d'inspection précédente). Le rapport annuel d'exploitation n'est pas effectué.

L'échéance de transmission à l'Inspection n'est pas respectée.

#### **Observations :**

- Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, le plan mis à jour et disponible était celui du 28 novembre 2022.

Il est à noter que ce plan n'est pas un plan topographique : il s'agit d'une d'une vue aérienne de la carrière sur laquelle a été apposé différents éléments.

Les éléments suivants sont à noter vis-à-vis du plan du 28 novembre 2022 :

- les bornes (dont la borne de nivellement) ne sont pas indiquées sur le plan ;
- le gazoduc, traversant le site, n'est pas représenté ;
- les implantations des infrastructures et des différents stocks ne sont pas lisibles ni légendées ;
- aucune courbe de niveaux n'est présente et seules 7 cotes altimétriques sont indiquées (dont 4 en fond de fouille) ;

- les fronts ne sont pas mis en évidence ;
- les abords du site (bande de 50 mètres) ne sont pas entièrement lisibles (la vue aérienne n'étant pas complète). Par ailleurs, la bande représentée ne semble pas correspondre à une distance de 50 mètres au vu de l'échelle du plan (bande de 1,4 cm entre les limites du site et la limite des "50m" soit une distance de 35 mètres selon la légende).

Les parcelles cadastrales, la limite d'autorisation, les différentes surfaces (exploitée, découverte, non exploitée et non découverte ...) et les piézomètres sont quant à eux notamment présents sur le plan.

Il serait appréciable de faire figurer sur le plan annuel la numérotation des piézomètres et les clôtures.

**Une attention particulière doit être apportée au formalisme du plan, à sa complétude ainsi qu'au respect de l'échéance de transmission.**

- Les surfaces S1, S2 et S3 ne sont pas consignées en annexe de ce plan ni indiquées sur celui-ci (remarque déjà faite lors de la visite du 21 janvier 2021).

**Les surfaces S1, S2 et S3 doivent être annexées au plan d'exploitation. Il est rappelé à l'exploitant que si des écarts entre les surfaces S1, S2, S3 précisées sur le plan et celles prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation, ceux-ci devront être notifiés et commentés.**

- Aucun rapport d'exploitation n'est annexé au plan du 28 novembre 2022 et n'a été transmis à l'inspection. Seuls le rapport d'analyse des eaux souterraines (novembre 2022), le bilan annuel de suivi des retombées atmosphériques et un tableau récapitulatif des mesures effectuées sur le bassin de réserve incendie ont été transmis en juillet 2023.

L'envoi des rapports de suivi ne répond pas à ce qui est attendu d'un rapport annuel d'exploitation. En effet, l'exploitant doit faire une synthèse de l'ensemble des contrôles périodiques effectués sur l'année et préciser les quantités extraites, les volumes de remblais, les accidents ainsi que tous les autres faits marquants. Par ailleurs, la déclaration GERE ne prévaut pas de la réalisation du rapport annuel d'exploitation.

**Un rapport annuel doit être effectué pour 2023. Il devra être annexé au plan mis à jour en 2023 transmis à l'Inspection et à celui conservé sur site. Ce rapport sera à réitérer chaque année.**

- Aucun exemplaire du plan d'exploitation n'est conservé actuellement sur l'emprise de la carrière, le bungalow ayant été enlevé suite à la mise en sommeil de la carrière. L'exploitant a évoqué la possibilité de mettre une copie plastifiée du plan dans la boîte aux lettres du site.

**L'exploitant justifiera de la mise à disposition d'une copie du plan d'exploitation au sein du site (ex : photo).**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 3 : Porter à connaissance - Suite constat visite 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Les modifications n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet.
<b>Observations :</b> Suites aux visites d'inspection du 30 mai 2016, du 27 juillet 2019 et du 21 janvier 2021, un porter à connaissance était notamment attendu pour les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'absence de la haie pluristratifiée au Sud-Est et la modification de la conception de la haie en place au Nord-Est (cf. constat n°1 "Haies - Suite constats VI 2021") ;</li><li>- la mise en place d'un fonctionnement pérenne d'une installation mobile de traitement des matériaux et d'une installation de chaulage (constat initial : 30/05/2016) ;</li><li>- les modifications effectuées sur les installations de traitement des eaux du site ;</li><li>- les éléments d'appréciation vis-à-vis de la demande d'antériorité pour la rubrique 2517 (constat initial : 30/05/2016).</li></ul> <p>Pour rappel, concernant la rubrique 2517, il avait été indiqué à l'exploitant suite à la visite du 30 mai 2016 qu'il fallait qu'il <i>"définisse précisément la surface maximale dédiée au transit [...] et précise que les matériaux concernés sont exclusivement destinés au remblaiement de la carrière (le dossier de demande d'autorisation ne prévoit pas en effet d'autre alternative pour les matériaux de remblai admis sur le site)"</i>. Il avait été précisé à l'exploitant, suite à la visite du 27 juillet 2019, que s'il souhaitait <i>"accueillir en transit sur son site des matériaux autres que ceux destinés au remblaiement de la carrière, le porter à connaissance devra clairement l'exposer (nature des matériaux, emplacement de stockage prévu et surface maximale dédiée)"</i>.</p> <p>Par courrier du 28 janvier 2022, l'exploitant a indiqué avoir mandaté le 15 novembre 2021 un bureau d'études pour la réalisation du porter à connaissance avec une échéance de transmission prévue en février/mars 2022. Il précisait que ce porter à connaissance aborderait également une modification du plan de phasage.</p> <p>Pour ce qui est de la rubrique 2517, l'exploitant a précisé dans son courrier du 28 janvier 2022 que la surface de l'aire de transit était de 5500 m<sup>2</sup> (soumise à déclaration) et qu'elle servait de zone de stockage aux produits de négoce (matériaux extérieurs à la carrière). Il était prévu que ceci soit détaillé dans le porter à connaissance.</p> <p>Par courrier du 27 avril 2022, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en sommeil (plus aucun tir de mine, plus aucune extraction ni vente de matériaux) de la carrière à compter du 1er mars 2022 de la mise en arrêt de la réalisation du porter à connaissance.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué envisager la relance de l'exploitation de la carrière en 2024, un projet étant à l'étude. Il prévoit de fournir le porter à connaissance si le projet est lancé (dépôt d'un porter à connaissance en amont du dossier d'instruction). Il a précisé qu'il aurait une vision claire du devenir de la carrière en juin/juillet 2024.</p>

Lors de la visite du site, des stocks de matériaux recyclés (notamment matériaux bitumineux) ont été observés en plusieurs endroits de la carrière. L'exploitant a indiqué que ceux-ci sont issus d'une campagne de concassage de matériaux inertes extérieurs. Il a précisé que les inertes reçus en 2023 avaient été surtout utilisés pour du recyclage. Un bordereau de suivi de déchets (en date du 04/04/2023) relatif à l'entreposage/reconditionnement de 29,46 tonnes de mélanges bitumineux au sein de la carrière a été consulté.

**Au vu des éléments ci-dessus, l'activité de transit/recyclage/négoce est actuellement active malgré la mise en sommeil de la carrière. La non-réalisation du porter à connaissance du fait de la mise en sommeil de la carrière n'est pas recevable pour ce point.**

**Un porter à connaissance abordant au minimum la mise en place d'une activité de recyclage (non prévue initialement dans le dossier d'autorisation) et de transit correspondant doit être transmis au Préfet avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires. L'exploitant justifiera du lancement de ce porter à connaissance (ex : bon de commande, facture ...)**

**Pour les modifications relatives aux installations de traitement des matériaux, de chaulage et de traitement des eaux ainsi qu'aux haies, celles-ci devront être portées à la connaissance du Préfet en amont de la reprise de l'exploitation de la carrière.**

**Pour rappel, selon l'article R.512-74 du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 4 : Identification des piézomètres - Suite constat visite 2021

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 4.1.5.3

**Thème(s) :** Autre, Ouvrage de surveillance

**Prescription contrôlée :**

[...] Chaque ouvrage est muni d'une plaque portant la cote NGF de la tête de l'ouvrage et le numéro attribué par la Banque de Données du Sous-Sol (BRGM).

**Constats :** Les ouvrages piézométriques ne sont toujours pas munis de plaques identifiantes.

**Observations :**

Suites aux visites d'inspection du 27 juillet 2019 et du 21 janvier 2021, il avait été constaté que les ouvrages piézométriques n'étaient pas munis de plaque d'identification de la BSS.

Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que les piézomètres ne sont toujours pas munis de plaque. Il a précisé s'être inscrit sur la plateforme DUPLO du BRGM et être en cours de saisie des informations pour leur identification.

Les piézomètres situés au Sud-Ouest et au Sud-Est de la carrière ont été vus au cours de la visite du site.

**L'exploitant justifiera de l'enregistrement des piézomètres à la Banque de Données du Sous-sol et de la mise en place des plaques avec la cote NGF et le numéro BSS.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites



## N° 5 : Protection des ouvrages piézométriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 4.1.5.2 et 4.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4.1.5.2 : Sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage ne devra pas être implanté à moins de 35m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage ...).  Après le chantier, autour de chaque ouvrage, une surface de 5m x 5m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.  Article 4.1.5.3 : [...] Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadenassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3m <sup>2</sup> au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel [...]  La tête de puits est protégée de la circulation sur le site.
<b>Constats :</b> Les piézomètres n°2 et n°4, situés à l'extérieur du périmètre clôturé du site, ne sont pas protégés : - absence de socle en ciment ; - absence de dispositif de protection contre la circulation ; - absence de zone neutralisée de 5m par 5m.  L'absence d'épandage sur les parcelles agricoles où se situent les piézomètres est à justifier.
<b>Observations :</b> Les piézomètres situés au Sud-Ouest (n°4) et au Sud-Est (n°2) de la carrière ont été vus au cours de la visite du site. Celui au Sud-Est est situé au coin d'une parcelle agricole et celui-ci du Sud-Ouest au milieu d'une parcelle agricole.  Aucun socle en ciment au niveau de ces piézomètres n'a pas pu être constaté. Il est à noter que le bon de commande signé relatif à la réalisation des piézomètres (n°08090112 du 30/09/2008), fourni par l'exploitant suite à la visite d'inspection, notifie que la réalisation de la dalle de propreté en ciment de 3m <sup>2</sup> sera à réaliser par l'exploitant.  Aucun dispositif ne protège la tête de ces ouvrages piézométriques de la circulation des engins agricoles.  Aucune zone neutralisée de 5m par 5m n'est matérialisée autour de ces deux piézomètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 6 : Montant des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.6.2 : [...] L'exploitation est menée en 6 phases quinquennales.  A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).  Cf. Tableau dans AP.  Article 1.6.5 : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01; - sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 155% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
<b>Constats :</b> Une justification de l'adéquation du montant des garanties financières avec les surfaces S1, S2, S3 actuelles est attendue
<b>Observations :</b> Les garanties financières devaient initialement s'élever à 439 160 euros pour la phase n°3, de juillet 2022 à juillet 2027 (avec S1 = 16,15 ; S2 = 2,97 et S3 = 1,77).  L'acte de cautionnement, en cours de validité, est celui du 1er août 2022 pour un montant de 516 147 euros. Il est valable jusqu'au 22 juillet 2027.  Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que l'indice TP01 utilisé pour le renouvellement des garanties financières était celui de mars 2022 d'une valeur de 124,7.  Le dernier indice TP01 publié au journal officiel est celui d'octobre 2023 d'une valeur de 130,7, soit une augmentation de 4%.  Les valeurs de S1, S2 et S3 pour l'année 2022 ne sont pas connues. (Cf. constat n°2 « Plan d'exploitation »). Pour rappel, les surfaces S1, S2 et S3 sont définies à l'article 1.6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.  L'exploitation de la carrière est en retard (cf. constat n°7 "Extraction").  Au vu des surfaces indiquées sur le plan d'exploitation du 18/11/2022 pour la zone découverte (35 805 m <sup>2</sup> ) et pour la zone exploitée ou en exploitation (55 440m <sup>2</sup> ) et en l'absence de données pour les zones remises en état et pour l'emprise des infrastructures, la valeur S2 prescrite dans l'arrêté préfectoral semble être dépassée.  <b>Le montant actuel de l'acte de cautionnement ne peut pas être certifié suffisant. L'exploitant doit fournir le détail du calcul des surfaces S1, S2 et S3 et justifier de l'adéquation du montant des garanties financières actuelles.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 7 : Matériaux extraits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Quantités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le matériau extrait est du calcaire. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 200 000 tonnes/an, avec une moyenne de 150 000 tonnes/an appréciée sur chacune des 6 périodes quinquennales d'exploitation.
<b>Constats :</b> La quantité de matériaux extraite en 2022 n'appelle pas de remarque.
<b>Observations :</b> Pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré sur GERP une surface exploitée de 0,05 hectares. Aucune donnée sur les substances extraites n'a été renseignée sur GERP.  Selon les déclarations GERP, la quantité restante et accessible du gisement est de 5286,6 kilotonnes en 2021 et de 5 272,56 kilotonnes en 2022, 14,04 kilotonnes (14 040 tonnes) de matériaux semblent donc avoir été extraits en 2022  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué une quantité autour de 15 000 tonnes pour l'année 2022.  La carrière étant en sommeil en 2023, il n'y a pas eu d'extraction de matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conduite de l'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasages des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté [...]  Article 2.4.4.1 Extraction à sec : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 99 m NGF au Sud du site et 103m NGF au Nord. [...]  Article 2.4.4.2 Extraction en gradins : La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres au maximum. L'exploitation est réalisée en un seul gradin.
<b>Constats :</b> Le plan de phasage n'est pas respecté (retard d'exploitation). La hauteur du front Ouest n'a pas pu être vérifiée.
<b>Observations :</b> Selon le plan d'exploitation du 28 novembre 2022, l'exploitation de la carrière est actuellement en phase 1 alors qu'elle aurait dû être en phase 3. Il est à noter que la carrière est actuellement en sommeil au niveau de l'activité extractive (le dernier tir d'explosif ayant eu lieu début 2022).  L'exploitant avait indiqué dans son courrier du 28 janvier 2022 qu'une modification du plan de phasage serait demandée (cf. constat n°3 "Porter à connaissance - Suite constat VI 2021").  La zone d'extraction est située actuellement au Nord du site. Le plan d'exploitation du 28/11/2022 ne comporte que quatre cotes altimétriques en fond de fouille, allant de 103 m NGF à 104,256 m NGF.

Le plan d'exploitation du 28/11/2022 ne comporte pas de cote altimétrique en bord de fouille. Une seule cote altimétrique est indiquée en recul Sud du bord de fouille, au niveau d'une zone découverte mais non exploitée, avec pour valeur 115,15 m NGF.

Au vu de ces valeurs, le front d'exploitation Sud présente une hauteur de 12,15 mètres (la cote altimétrique en fond de fouille la plus proche étant celle de 103 m NGF).

La hauteur du front à l'Ouest ne peut pas être vérifiée, faute de côtes altimétriques suffisantes.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 9 : Décapage des terrains

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.2

**Thème(s) :** Autre, Conduite de l'extraction

**Prescription contrôlée :**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation [...]. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.

**Constats :**

Le décapage n'est pas effectué de façon limitée aux besoins de l'activité d'extraction.

La hauteur du stockage de terres végétales doit être vérifiée. Le cas échéant, la hauteur maximale de deux mètres devra être assurée, notamment pour la conservation de la qualité agronomique de ces terres.

**Observations :**

Le plan d'exploitation du 18 novembre 2022 indique une zone découverte non exploitée de 35 805 m<sup>2</sup>.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que cette surface découverte (défrichée et décapée) mais non exploitée représente environ 1 million de tonnes de matériaux à extraire, soit 7 à 8 années d'exploitation.

**Le décapage n'a pas été réalisé de façon limitée.**

Au cours de la visite du site, le stock de terres végétales a été vu. A vu d'œil, celui-ci semble dépasser par endroit la hauteur limite de 2 mètres.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 10 : État des stocks de produits - Registre de sortie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.4.6

**Thème(s) :** Autre, Conduite de l'extraction

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date de prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge du registre est joint au registre.

<b>Constats :</b>
Aucun registre de sortie n'est tenu à jour. Aucun bon de sortie n'a été vu.
<b>Observations :</b>
Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué ne pas tenir de registre de sortie et n'avoir en sa possession que des factures.
Aucune donnée liée au transport des produits finis expédiés n'a été déclarée sur GEREP.
Suite à la visite, l'exploitant a indiqué, par courriel du 19 décembre 2023, la mise en place de bons manuels numérotés (tant que le pont bascule n'est pas remis en fonctionnement) pour chaque vente de matériau du site ainsi que la saisie d'un registre de vente de matériaux (sous forme de fichier Excel).
<b>Un registre de sortie doit être mis en place, comportant l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé et tenu à jour. Les bons de sortie correspondants devront y être associés. Ce registre sera renseigné rétrospectivement (au minimum pour les années 2022 et 2023).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 11 : Remblayage partiel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.5.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière : cf. tableau dans AP.</p> <p>Bordereau de suivi des déchets ; Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi de déchets indiquant : cf. liste dans AP.</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux.</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima : cf. liste dans AP.</p> <p>L'exploitant tien à jour un registre d'admission, dans lequel il consigne pour chaque chargement</p>

de déchets présentés : cf. liste dans AP.

L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Aucun registre d'admission ni de plan de remblayage ne sont tenus à jour. Les bordereaux de suivi de déchets ne sont pas réalisés. Des déchets non autorisés ont été constatés sur la zone de remblais.

**Observations :**

7,67 kilotonnes de terres et cailloux destinés au remblayage de la carrière ont été déclarées sur GEREP comme entrantes sur le site en 2022.

L'exploitant a fourni une extraction du logiciel de pesée, pour les déchets entrants, sur la période du 1er janvier 2022 au 28 février 2022 (avant que le pont bascule ne soit arrêté). Cette extraction liste notamment la date d'apport, le client, le produit, la quantité... Aucun bordereau de suivi de déchets n'a été établi pour les apports externes, de 2022, destinés au remblayage de la carrière (courriel de l'exploitant du 19 décembre 2023).

L'extraction du logiciel de pesée ne répond pas à ce qui est attendu d'un registre d'admission. En effet, un ensemble d'éléments prescrits par l'article sus-visé ne sont pas présents : origine des déchets, code déchets, résultat du contrôle visuel, moyens de transport utilisés ...

Par ailleurs, aucun plan de remblayage n'était disponible le jour de la visite.

Pour l'année 2023, l'exploitant a indiqué que ce sont surtout des matériaux inertes en vue du recyclage qui sont entrés sur le site.

L'exploitant a indiqué que des contrôles visuels des matériaux entrants sont effectués à l'entrée de ceux-ci, lors du déchargement sur l'aire située au nord du site et au moment où ils sont utilisés lors du remblayage.

Lors de la visite du site, l'aire où sont déposés les matériaux inertes entrants utilisés pour le remblayage a été vue. Du PVC, de la ferraille ... ont été constatés. L'exploitant a indiqué que le tri de ces matériaux n'a pas encore été effectué.

La zone en cours de remblaiement a également été vue au cours de la visite du site. La présence d'une bâche et d'un grillage rouge a notamment été constaté dans deux tas de remblais.

Par courriel du 19 décembre 2023, l'exploitant a indiqué mettre en place à compter du 1er janvier 2024 une réalisation de bons manuels numérotés pour chaque apport de déchets extérieurs reprenant l'ensemble des éléments demandés par l'article sus-visé et indiquant le lieu de mise en œuvre des déchets dans le cadre du remblayage de la carrière. Un registre d'admission sera mis en place sous forme de tableau Excel.

**Un registre d'admission des déchets, présentant l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé et complété par ceux de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 doit être mis en place et tenu**

à jour par l'exploitant. Chaque apport de déchets inertes doit être accompagné d'un bordereau de suivi.
Un plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission doit être mis en place (maillage de 30m sur 30 mètres maximum).
L'exploitant justifiera de l'enlèvement et de l'élimination des déchets non autorisés constatés dans la zone de remblai. Le contrôle visuel des matériaux utilisés pour le remblayage doit être renforcé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

#### N° 12 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>- des bornes de nivellement permettant de contrôler le respect de la cote du carreau de la carrière, définie à l'article 2.4.4.1 ci-après.</li> </ul> <p>Ces bornes doivent être toujours dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune borne n'a pu être constatée lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Les bornes ne sont pas représentées sur le plan d'exploitation du 28/11/2022 (cf. constat n°2 « Plan d'exploitation »). L'exploitant ne connaissait pas le nombre initial de bornes sur la carrière.</p> <p>Un ancien plan d'exploitation (année 2016) a été retrouvé et consulté au cours de la visite. Celui-ci indique la présence des bornes (« BN »).</p> <p>Par sondage, la présence des bornes situées aux angles Sud-Ouest et Sud-Est a été vérifiée au cours de la visite du site. L'exploitant n'a pas été en capacité de les retrouver. Il est à noter que ces bornes sont situées sur des parcelles actuellement en cours d'exploitation agricole (parcelles autorisées mais non encore exploitées).</p> <p><b>L'exploitant justifiera du bornage du périmètre de l'autorisation. Il portera une attention particulière sur leur conservation pérenne jusqu'à la fin d'autorisation d'exploiter.</b></p> <p><b>L'ensemble des bornes sera à matérialiser sur le plan d'exploitation (cf. constat n°2). Leurs coordonnées respectives pourraient être précisées, notamment pour s'assurer de leur présence sur le long terme.</b></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

**N° 13 : Accès à l'établissement et aux zones dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2012, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> l'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa zone en exploitation. La clôture se situe au minimum à 10m des bords de l'excavation.  Article 7.3.1.1 Contrôle des accès : Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrés, cet accès est interdit.  Article 7.3.1.2 Zone dangereuse : L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.  Des bouées et gilets de sauvetage sont situés à proximité de la réserve incendie et du bassin de collecte des eaux pluviales. Le bassin et la réserve sont par ailleurs clôturés.
<b>Constats :</b> Aucune bouée ni gilet de sauvetage ne sont présents à proximité des bassins de décantation et de réserve incendie.  Le retrait de 10 mètres de la clôture par rapport aux bords des excavations n'a pas pu être vérifié.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, la clôture située au Sud-Est du site (au niveau des bassins de décantation et de rétention) a été constatée, celle-ci ayant été endommagée par un engin agricole.  La clôture n'étant pas représentée sur le plan d'exploitation du 28/11/2022, le respect de son positionnement vis-à-vis des bords de l'excavation ne peut être vérifié.  Le jour de la visite, le portail d'accès au site était fermé à clé à l'arrivée de l'inspection, la carrière n'étant pas en activité.  La zone d'extraction est entourée de merlons, ceux au Sud et à l'Ouest de la zone d'extraction ayant été constatés.  Le bassin de réserve incendie et les bassins de décantation sont clôturés. Des panneaux signalisant le risque de noyade sont affichés.  Un panneau signalisant la présence d'une bouée de sauvetage et un coffre à bouée sont présents à côté du bassin de réserve incendie mais aucune bouée n'était présente le jour de la visite. L'exploitant a indiqué s'être fait voler à plusieurs reprises la bouée de sauvetage, et la conserver maintenant en sa possession. Aucun gilet de sauvetage n'est présent à proximité des différents bassins.  <b>Le respect du retrait de 10 mètres par rapport aux bords des excavations pour la clôture est à justifier (représentation sur le plan d'exploitation ...).</b>  <b>Les bouées et gilets de sauvetage doivent être disponibles à proximité des bassins.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites